



Réforme des retraites

Tout dépend de vous!

Grève nationale interprofessionnelle

Mardi 7 septembre

Manifestation 10h Place Masséna



Les chiffres de la rentrée

22,6 milliards d'€:

C'est la charge supportée par les salarié-e-s.

4,4 milliards d'€ :

C'est la maigre participation des entreprises et des hauts revenus pour les retraites.

20 milliards d'€:

C'est ce que rapporterait, une cotisation retraite patronale sur les revenus financiers des entreprises, C'est aussi, le montant estimé de la fortune personnelle de Liliane Bettencourt

10 milliards d'€:

C'est, selon la Cour des Comptes, ce que rapporterait une contribution sur l'intéressement, stock options, participation,...

Plus 35%...Soit 2,7%:

C'est l'augmentation du taux de cotisation retraite dans la fonction publique

0 %:

C'est l'augmentation du point d'indice jusqu'à 2013

Moins 16%:

Ce sera, depuis 2000, la perte de pouvoir d'achat du point d'indice en 2013.

C'est maintenant ou jamais!

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a examiné le projet de loi sur la réforme des retraites. Si les travaux de cette commission constituent un passage obligé dans la procédure législative, c'est bien l'étape qui s'engagera, d'abord à l'Assemblée nationale le 6 septembre, puis au Sénat, qui sera décisive.

Comme on s'y attendait, il n'y a pas eu de débat. Gouvernement et parlementaires UMP ont fait feu de tout bois pour empêcher la discussion sur les points les plus importants de la réforme, en particulier le report de l'âge légal (62 ans) et de l'âge du taux plein (67 ans).

Ainsi, tous les amendements qui contestaient le fond de la réforme ont été jugés irrecevables, sous couvert de l'article 40 de la constitution. Par ailleurs, les temps de parole étaient chronométrés, chaque intervention ne pouvant excéder 2 minutes.

Jamais une réforme d'une telle importance n'aura été traitée avec un tel mépris de la démocratie la plus élémentaire. C'est d'abord la démocratie sociale qui a été foulée aux pieds. C'est maintenant la démocratie politique.

La majorité parlementaire est apparue plus que jamais aux ordres du Medef avec des propositions d'amendements tendant à durcir le texte du gouvernement. Ce dernier a simulé la modération, souhaitant conserver pour septembre quelques marges de manœuvres. Cette posture confirme l'importance du rendez-vous du 7 septembre prochain.

Seule la mobilisation la plus large des salariés, dès le 7 septembre prochain, permettra d'imposer d'autres choix à ce gouvernement.

La CGT revendique :

- Pour tous, privé et public, le droit à la retraite à 60 ans, avec une pension à 75 % du salaire pour une carrière complète, avec une meilleure prise en compte de la pénibilité et aucune pension inférieure à 1600€.
- Un financement mettant fortement à contribution les profits des entreprises et les hauts revenus.
- Des augmentations salariales assises sur la valeur du point d'indice, permettant le rattrapage des pertes subies depuis des années.
- Un plan de titularisation et une limitation stricte du recours au non-titulariat.
- L'arrêt de la casse méthodique de la Fonction publique et la mise en oeuvre des moyens financiers permettant de répondre aux besoins de la population, ce qui implique l'arrêt de toute politique de gel des salaires et des recrutements ainsi que le retrait du projet de réforme des collectivités.